



Hebdomadaire publié le vendredi
Actualisé tous les jours sur LaLettreA.fr

Depuis 1978
N°1475 - Paris, le 5 novembre 2010

MOUVEMENTS

Bernard Sananès, 47 ans, retrouve la galaxie de **Vincent Bolloré**. Il va rejoindre l'institut de sondage **CSA**, détenu en majorité par l'homme d'affaires breton, après moins d'un an passé à la tête de la communication et des affaires publiques d'**EDF**. Le courant n'est jamais vraiment passé avec **Henri Proglia**, qui l'avait pourtant débauché de son poste enviable de directeur général d'**Euro RSCG C&O**. C'est au sein de cette agence - détenue par **Havas** qui est présidé par Vincent Bolloré - que Bernard Sananès s'est taillé une réputation de gourou de la com', aux côtés de **Stéphane Fouks** et **Laurent Habib**. Bernard Sananès a notamment conseillé la nouvelle garde sarkozyste : **Xavier Bertrand**, **Laurent Wauquiez** et **Valérie Pécresse**.

Angel Gurria, tout juste réélu au poste de secrétaire général de l'**OCDE**, veut fêter en grande pompe le 50^e anniversaire de cette institution, fondée le 14 décembre 1960 et basée à Paris. Pour ce faire, les ambassadeurs des pays membres viennent d'être chargés de mettre en place un "comité d'honneur parlementaire du cinquantenaire". Connue pour ses travaux sur les paradis fiscaux et sur les normes en matière de commerce international, l'**OCDE** est aussi chargée de l'élaboration de statistiques économiques, sanitaires et éducatives.

Christian Bourdeille, le directeur des relations institutionnelles de **Sagem** (groupe **Safran**) a choisi de revenir à son corps d'origine. A 52 ans, il rejoint le ministère de la défense, au sein de la **Délégation générale de l'armement** (DGA). Une institution qu'il connaît bien puisqu'il y a travaillé de 1988 à 2000, d'abord comme conseiller financier puis comme chargé de mission auprès du sous-directeur Moyen-Orient. Christian Bourdeille est également président de l'association **France-Turkménistan**.

Le web, perturbateur de la campagne 2012 ?

Internet ne sera pas faiseur de roi en 2012. Les communicants du **PS** et de l'**UMP** sont saisis par le doute, voire par une certaine inquiétude, face au rôle que pourrait jouer ce réseau dans les débats de la présidentielle. Internet leur apparaît au mieux comme un instrument utile mais difficile à manier ; au pire comme un amplificateur de tous les dérapages. Même les pionniers du web "participatif" ont bridé leur enthousiasme. Finalement, seuls se réjouissent les outsiders, qui s'appuient sur le net pour porter leur bonne parole, tel **Dominique de Villepin**.

Des réseaux sociaux subversifs. Les faits d'armes des blogueurs-de-peu face aux pouvoirs institués ne se comptent plus, d'**Etienne Chouard** bousculant le référendum de 2005 à la campagne en ligne contre l'accession de **Jean Sarkozy** à la tête de l'**EPAD**. Et depuis la présidentielle de 2007, à la blogosphère vibronnante s'est ajouté le web 2.0 des réseaux sociaux, encore plus subversif, avec 17 millions de Français adeptes de **Facebook**. Résultat : les candidats dominants craignent de se retrouver coincés dans une posture défensive face à des internautes nourris au lait de l'ultra-critique. Et de se laisser piéger par la balkanisation du débat public en ligne, puisque chaque micro-groupe peut donner une visibilité inattendue à la défense de ses intérêts. Proche de **Dominique Strauss-Kahn**, le président d'**Euro RSCG**, **Stéphane Fouks**, raconte qu'en 2008 les équipes de **Barack Obama** se sont empêtrées dans la toile, à cause d'un groupuscule de défenseurs des animaux, obligeant le futur président de la première puissance mondiale à se positionner sur le statut des chiens dans les transports en commun des villes de moins de 50 000 habitants...

Un adieu à l'utopie démocratique ? Les utopistes de l'Internet affichent, eux-mêmes, une certaine prudence. **Benoît Thieulin**, de la **Netscouade**, animateur de la campagne numérique de **Ségolène Royal** en 2007, insiste avant tout sur l'apport du net en termes d'organisation. "Le net permet non pas de démocratiser une campagne, mais de démocratiser le militantisme", expliquait-il le 22 octobre lors de la journée d'information organisée par le **Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne** (Spiil). Oubliés, les programmes participatifs ! Les réseaux sociaux permettent avant tout aux internautes de se retrouver au café du coin avant une bonne vieille distribution de tracts dans les boîtes aux lettres. C'est la leçon retenue par Euro RSCG de la campagne de Barack Obama. Ce type d'analyse rassure les vieux routiers de la politique, qui sont en terrain connu. Dans ce cadre, les échanges de nom d'oiseaux sur les forums ne seraient que la transposition virtuelle des opérations "coup de poing" lors des collages d'affiches. Et tant pis si, en banalisant ainsi Internet dans une grille de lecture à l'ancienne, on se prive de ses innovations !

La force des faibles. "Le PS et l'UMP se tiennent à distance d'Internet ? Excellente nouvelle pour nous !", relève **Christophe Carignano**, responsable du site **Villepin-Com.net** (LLA n°1465). Pour faire vivre son mouvement, **République solidaire**, Dominique de Villepin promet de donner une place essentielle aux réseaux sociaux. Internet a effectivement démontré sa capacité à créer un bruit de fond autour des candidats alternatifs. En 2007, **François Bayrou** comptait plus de 90 blogs de soutien contre une soixantaine pour **Nicolas Sarkozy**. Mais précisément : du buzz virtuel aux urnes réelles, le fossé reste à combler.

Grégoire Pinson

Bettencourt : la révolte des grands juges

Le procureur général de Versailles, **Philippe Ingall-Montagnier**, a bien choisi son heure pour requérir le dépaysement des dossiers Bettencourt. Officiellement, celui-ci réagissait aux tensions qui déchirent le tribunal de Nanterre. En réalité, tout en imposant l'ouverture de trois instructions au procureur **Philippe Courroye**, "PIM" a saisi la balle au bond pour demander ce qu'il souhaitait dès juillet (LLA n°1462). Cela, après la grossière erreur de Courroye qui s'est procuré, sans autorisation, les listings téléphoniques de deux journalistes du *Monde*... Selon nos informations, Philippe Ingall-Montagnier - qui entretient une discrète réputation chiraquienne - doutait des capacités de Courroye, jugé

"carriériste", à imposer une bonne administration de la justice dans ce dossier.

Sous l'œil vigilant du procureur général **Jean-Louis Nadal**, la suite appartient à la chambre criminelle de la **Cour de cassation**, qui semble décidée à transférer les instructions à Paris. Son président, **Bertrand Louvel**, est un proche de **Vincent Lamanda**, premier président de la Cour (LLA n°1440). Hasard ? Tous deux ne passent pas, eux non plus, pour être des "amis de **Nicolas Sarkozy**", à la différence de Courroye ! Et ce sera à la présidente du **Tribunal de grande instance (TGI)**, **Chantal Arens**, que reviendra la rude tâche de désigner les juges du pôle financier qui instruiront les affaires Bettencourt.

Immigration : Besson manque son objectif

L'"immigration de travail" devait représenter, en 2010, 37% de l'immigration légale recensée en France. Or, selon les statistiques de l'**Office national de l'immigration**, le pourcentage d'étrangers admis au séjour pour des raisons professionnelles n'est aujourd'hui que de 20%. Et d'ici 2013, le ministère ne table plus que sur une progression de 5%. Cette évaluation diffère de celle fournie par **Thierry Mariani** dans son rapport sur le projet de loi Besson, récemment voté au Palais-Bourbon. Le député **UMP** du Vaucluse annonçait pour sa part une "immigration professionnelle" représentant 33% du flux migratoire officiel. Mais il n'avait pas utilisé les mêmes références.

La progression limitée de l'immigration de travail s'explique, pour partie, par l'emploi de sans-papiers non déclarés. C'est pourquoi la lutte contre l'immigration clandestine reste la priorité des priorités. En 2011, l'enveloppe budgétaire consacrée à ce chapitre doit pourtant tenir compte de la rigueur. Avec 92,7 millions € en autorisation d'engagement et 90,45 millions de crédits de paiement, elle ne représentera que 18,9% du budget du ministère, contre 21,3% en 2010. Ces sommes permettront de financer des missions à la charge de l'intérieur, comme la construction d'un centre de rétention administrative à Mayotte, l'extension du centre de Roissy et la rénovation du centre de Coquelles.

■ Les oublis de la loi "sécu"

Le projet de loi 2011 de financement de la sécurité sociale, en cours d'examen, n'inclut pas toutes les mesures d'économie - 2,4 milliards d'euros - prévues pour tenter de réduire le déficit de la **Caisse nationale d'assurance maladie**, qui atteint 11,5 milliards. Les parlementaires ne légifèrent que sur trois volets : l'extension de la procédure d'entente préalable pour les prescriptions de kinésithérapie (pour les soins et la réadaptation) ; la révision, tous les cinq ans, de la liste des nouveaux actes médicaux inscrits dans la classification commune ; la poursuite de la "convergence ciblée" en matière de tarification médicale.

Des économies sans loi. Par contre, sept autres mesures d'économie relèveront des seules procédures réglementaires. Il s'agira notamment du passage de 35 à 30% du niveau de prise en charge des médicaments remboursés, de l'instauration d'un forfait de remboursement pour les dispositifs d'autocontrôle des malades du diabète, de la fin de la prise en charge systématique des dépenses de transport pour les malades d'affections longue durée (ALD), de la baisse des tarifs des radiologues et des biologistes...

Dans ce contexte, la seule dépense supplémentaire prévue concernera la hausse du plafond de ressources permettant aux assurés à faibles revenus - 600 000 bénéficiaires - de disposer d'une assurance complémentaire santé. Cette décision a été prise suite à la revalorisation de l'allocation d'adulte handicapé.

Besson veut grossir. N'ayant guère d'illusions sur la possibilité qui lui sera offerte de quitter l'immigration pour un poste ministériel plus valorisant, **Eric Besson** cherche à renforcer ses attributions, lors du prochain remaniement. Ainsi a-t-il fait réaliser un audit par un cabinet spécialisé pour justifier le projet de rattachement à son ministère des services consulaires, actuellement sous tutelle du Quai d'Orsay. Même objectif avec la **Police aux frontières (PAF)**, dont les fonctionnaires sont déjà mis à disposition d'Eric Besson, tout en dépendant du ministère de l'intérieur. Réaction du cabinet de **Brice Hortefeux** face à cette initiative : "Besson peut toujours courir !"

L'antimissile au Sénat. La Conférence des présidents, au Palais du Luxembourg, a acté, la semaine dernière, le principe d'un débat sur le coût financier du rattachement de Paris au projet américain de défense antimissile, qui sera officialisé lors du sommet de l'**OTAN** de Lisbonne, les 19 et 20 novembre. Les parlementaires de la majorité, comme ceux de l'opposition, souhaiteraient, par la même occasion, connaître la nouvelle doctrine française dans ce domaine, après les hésitations du président **Nicolas Sarkozy** (LLA n°s 1456 et 1361). Et après qu'au printemps dernier, le ministre de la défense **Hervé Morin** a comparé ce système d'armes à la ligne Maginot !

Total toujours entre les mains du juge. A son retour de congé, le 2 novembre, le juge **Serge Tournaire** a trouvé, sur son bureau du pôle financier, l'avis de non-lieu requis dans le dossier "Pétrole contre nourriture" à l'égard de **Total** et de son PDG **Christophe de Margerie**. Cette option est défendue par le chef de la section financière du parquet de Paris, **Jean-Michel Aldebert**, et par le procureur **Jean-Claude Marin** (LLA n°1442). Pour autant, le dernier mot reviendra au juge d'instruction. Or, ce dernier est à l'origine des poursuites engagées contre la société pétrolière et son ancien directeur pour le Moyen-Orient. Accepter le choix du parquet le conduirait à se déjuger...

Le plan anti-délinquance déplaît aux maires

Une étude du Conseil national des villes critique l'application du plan de prévention et d'aide aux victimes lancé en 2009 par Matignon.

Le rapport du **Conseil national des villes** (CNV), dont *La Lettre A* a eu connaissance, a le mérite d'être transparent. Il a été réalisé à partir d'un questionnaire de **Guy Hengen**, coordinateur du **Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance** (CLSPD) de Bordeaux. "L'étude donne une photographie réaliste de la situation vécue dans plus de 160 communes de toutes tailles et de toutes tendances politiques", écrivent les rédacteurs du document que **Jean-Pierre Blazy**, maire (PS) de Gonesse, et **Patrick Poirret**, procureur de Strasbourg, ont supervisé, avant son approbation le 8 octobre.

La principale critique du CNV - unanime - concerne le caractère "artificiel" d'un plan de prévention jugé trop éloigné des réalités du terrain. Des mesures comme la suspension des allocations familiales pour cause d'absentéisme scolaire seraient peu appliquées. Par ailleurs, le partage de l'information entre les intervenants (services sociaux, police, justice, etc.), conduit en principe sous

le contrôle du maire, resterait aléatoire : "Les coordonnateurs des plans locaux disent avoir reçu des informations contradictoires de la part des préfetures et des sous-préfetures à ce sujet ; ils constatent l'absence de concertation des préfetures avec les élus". Il est donc proposé que les techniciens de la prévention puissent se réunir régulièrement dans chaque préfecture pour faire connaître leurs bonnes pratiques. Cette demande concerne aussi la coordination entre les services de l'Etat et ceux des conseils généraux, en charge de la protection de l'enfance.

Sur le recours à la vidéosurveillance, la tonalité est la même. Seulement 11,3% des représentants des villes contactées approuvent le poids budgétaire de cette technologie par rapport aux formes plus classiques de prévention sociale et éducative, telles que les actions d'aide aux victimes, la lutte contre les violences faites aux femmes, contre la prostitution, les addictions, le décrochage scolaire, etc. **Jean-Marie Bockel**, qui remettait à **Nicolas Sarkozy**, ce mercredi, son propre rapport sur le sujet, trouvera assurément là des arguments pour faire appliquer ses quinze propositions !

Sarkozy rêve d'un Copé sous contrôle à l'UMP

L'installation probable de Jean-François Copé rue de La Boétie correspond au scénario inverse de celui qu'imaginaient de nombreux cadres UMP, en septembre.

Bonne nouvelle pour **Jean-François Copé** ! L'ami du président de la République, **Patrick Balkany**, l'a (déjà) choisi comme successeur de **Xavier Bertrand** au secrétariat général de l'UMP. Le patron des députés UMP, qui a fait son offre de services à la fin de l'été au chef de l'Etat, a également obtenu le soutien d'autres sarkozystes, comme **Eric Ciotti**, président du conseil général des Alpes-Maritimes. Dans ce petit cercle, seule **Nadine Morano**, déjà sur les rangs lors de la succession de **Patrick Devedjian**, défend sa propre candidature.

L'installation du député-maire de Meaux à la tête des 126 permanents du parti présidentiel, rue de la Boétie, fait pourtant songer à cet adage : "Les évé-

nements nous dépassent, feignons de les organiser !" Une majorité des partisans de **Nicolas Sarkozy** devra oublier ses propos récents sur la "dangerosité" qu'il y aurait à confier les clés du siège de l'UMP à Copé et à la petite dizaine de personnes qui s'installera avec lui (LLA n°s 1467 et 1469)... Dans cette équipe, figureront notamment son directeur de cabinet, **Jérôme Lavrilleux**, et son attachée de presse, **Delphine Guerlain**.

Les détracteurs de Copé, qui restent nombreux, se rassurent comme ils le peuvent. D'ici 2012, selon eux, le secrétaire général du parti n'existera que pour faire gagner le candidat UMP à la présidentielle, comme **Alain Juppé** en son temps vis-à-vis de **Jacques Chirac**. Dès lors, quelles que soient ses ambitions, "Copé dépendra entièrement de la stratégie de Nicolas Sarkozy". Une analyse qui tient du vœu pieux dans le contexte actuel...

Villepin : "SOS maires UMP".

Dominique de Villepin est plus facilement reçu dans des villes à majorité PS que par des maires UMP. Dernier exemple en date : son déplacement à Lyon. Prévue à l'origine le 27 octobre, cette visite a été reportée pour permettre à **Gérard Collomb** de l'accueillir à la mairie puisque, ce jour-là, Collomb avait dû se rendre aux obsèques de **Georges Frêche**. Ce bref séjour à Lyon sera aussi l'occasion pour Villepin de rencontrer des animateurs sociaux, comme le père **Christian Delorme**, ancien curé des Minguettes, et **Jean-Marie Petitclerc**, ancien conseiller de **Christine Boutin** au ministère du logement, aujourd'hui animateur d'un foyer de jeunes.

Bertrand, victime expiatoire...

Xavier Bertrand serait-il victime de la droitisation actuelle de l'UMP ? Au nombre des critiques formulées contre le secrétaire général par des cadres du mouvement pour justifier un probable départ de ses fonctions, certains évoquent son appartenance à la franc-maçonnerie, en l'occurrence au **Grand Orient de France**. Il est notamment reproché à Xavier Bertrand de trop s'appuyer sur un réseau informel de "frères" pour se tenir informé de l'état des fédérations UMP.

Vestri entre deux eaux.

L'affrontement entre **Christian Estrosi** et son vieux rival, le sénateur-maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat, **René Vestri**, agite la majorité. Le ministre et maire de Nice a obtenu son exclusion du groupe UMP du conseil général des Alpes-Maritimes. Vestri a aussi perdu ses prérogatives au sein de la fédération UMP du département. Par contre, à Paris, il reste membre du groupe UMP du Sénat, présidé par **Gérard Longuet**. Vestri a été mis en examen le 27 avril pour "blanchiment à titre habituel et en bande organisée, trafic d'influence et association de malfaiteurs", dans le cadre d'une affaire de corruption présumée.

Verts-PS : l'aéroport de la division.

La construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes (LLA n°1452), demeurera un sujet de discorde majeur entre les Verts et les socialistes de Bretagne et des Pays de la Loire. Malgré l'opposition des écologistes, le PS, majoritaire dans ces deux régions, vient de confirmer sa contribution financière au projet, en promettant respectivement 28,9 et 40,4 millions d'euros. De même, le conseil général (PS) de Loire-Atlantique et Nantes Métropole investiront 23,1 et 17,9 millions dans cette infrastructure dont la construction a été confiée à **Vinci**.

Michel Wieviorka, directeur d'études à l'**Ecole des hautes études en sciences sociales** (EHESS), publiera début 2011 un livre intitulé *Pour la prochaine gauche* (éditions **Robert Laffont**). Le titre a été trouvé par **Martine Aubry**. La première secrétaire du **PS** et le sociologue ont déjà travaillé ensemble au sein des éditions **Proposer**, lancées par le club **Réformer** créé autour de Martine Aubry. Sous-titré *"Le monde change, la gauche doit changer aussi"*, l'ouvrage reviendra notamment sur les notions de nation et d'éthique, en proposant la création de comités éthiques dans les hôpitaux. Michel Wieviorka participe également au **Laboratoire des idées** de **Christian Paul**, avec qui il s'apprête à publier un rapport sur la diversité et la solidarité.

Dialogue et initiative, le club de l'ancien premier ministre **Jean-Pierre Raffarin**, étudie la possibilité de créer des antennes en province. Ce cercle politique, qui dit réunir plus de 100 parlementaires, veut ainsi répondre à la demande formulée par certains de ses membres lors de son assemblée générale le 5 octobre. Officiellement, D&I bénéficie d'un statut de parti politique affilié à l'**UMP**, ce qui lui permet de garantir des déductions fiscales à ses adhérents. Mais cela l'oblige aussi à tenir un budget centralisé. D&I pourrait créer des antennes locales autour de projets précis.

L'IFRI veut dresser un bilan de la politique étrangère des douze derniers mois. Le think-tank organisera le 22 décembre une première conférence avec les parlementaires, qui se déroulera à l'Assemblée nationale. Elle sera animée par le député **Axel Poniatowski**, le sénateur **Josselin de Rohan**, présidents des commissions des affaires étrangères du Parlement, et **Thierry de Montbrial**, le DG de l'IFRI. La liste des députés, sénateurs et chercheurs invités à débattre est en cours d'élaboration.

■ Barou prône l'Europe des DRH

L'ancien DRH de Thales lance un réseau de réflexion de DRH européens, destiné à jouer les experts auprès de Bruxelles.

Yves Barou y pensait depuis son départ, contraint et forcé, en mai, de la direction des ressources humaines (DRH) de **Thales**. Il vient d'en jeter les bases : le cercle des DRH européens vient de démarrer (LLA n°1452). Son ambition ? Mettre en place un réseau de réflexion transnational capable d'apporter un éclairage RH sur des sujets d'actualité, auprès des pouvoirs publics. Et en particulier de la **Commission européenne** dont il va devenir l'un des experts. *"Faire un énième club sur les bonnes pratiques des entreprises ne m'intéressait pas"*, décrit Yves Barou, par ailleurs conseiller social pour le **Fonds stratégique d'investissement** (FSI). Au programme donc : les disparités salariales des pays de l'Union, les répercussions des restructurations, l'impact des directives européennes...

Le réseau va fédérer des cercles de RH européens, parfois constitués pour l'occasion, pour compter une centaine de DRH au total. Côté français, une vingtaine d'entreprises, dont **Areva**, **Lafarge**, **Alstom**, **Vivendi** ou **Air France**, sont parties prenantes du projet. Les entités italienne, britannique, espagnole et d'Europe de l'Est doivent être créées d'ici trois mois. En Allemagne, c'est un club existant qui intégrera le réseau. Le cercle va s'appuyer sur un partenariat avec l'**AEF**, l'agence d'informations spécialisées détenue notamment par **Raymond Soubie**. Elle dispose d'une plateforme interactive d'échanges qu'Yves Barou entend bien réutiliser pour son think-tank.

■ Silverlife veut doper les seniors

Le think-tank dédié à l'économie du vieillissement fourbit ses armes en vue de l'ouverture du prochain débat législatif sur la dépendance.

Après la retraite, la vieillesse ! Le calendrier législatif a bien fait les choses : le prochain chantier des parlementaires va concerner la prise en charge de la dépendance. Le think-tank **Silverlife**, créé en 2005 par **Gilles Duthil**, dirigeant de **FCS Management**, société de conseil en stratégie spécialisée dans le sanitaire et le social, est dans les starting-blocks. Cette association, qui se présente comme un *"centre de réflexion sur l'économie du vieillissement"*, soumet ses observations et idées sur le cinquième risque aux pouvoirs publics et aux entreprises.

Au premier semestre 2010, les travaux de sa commission "vie à domicile" ont ainsi été repris dans les propositions de **Nora Berra** touchant au maintien à domicile des seniors. Silverlife s'est également fait une spécialité d'organiser des rencontres et des voyages d'études avec les parlementaires. Une mission confiée à **Bruno Rivals**, l'ancien directeur des affaires publiques de **Pfizer France**. Ses petits-déjeuners mensuels ont aussi accueilli l'ancien ministre de la santé et responsable de l'**Agence régionale de santé** (ARS) d'Ile-de-France, **Claude Evin**. *"Le secteur du vieillissement est en pleine expansion, rappelle Gilles Duthil. Il est encore plus créateur de richesses après la crise qu'avant"*. Le **Crédit Mutuel**, **Axa**, **Alcatel**, **Allianz**, **Deloitte** ou les groupes de maisons de retraite **Orpea** et **Korian** font partie de ses adhérents.

Le CEPS (Centre d'étude et de prospective stratégique) a invité **Clara Gaymard**, la présidente de **General Electric (GE) France**, à la prochaine session de son club **Turbulences** le 24 novembre. Au programme de cette rencontre : comment GE a-t-il traversé la crise ? Et comment envisager la place de la France et de son attractivité face aux Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil ? Sous la houlette du président du CEPS, **Bernard Bourigeaud**, la rencontre accueillera aussi **Stanislas Chapron**, président du directoire de **Marsh**, **Jean-Claude Gruffat**, DG de **Citigroup France**, et **Ross McInnes**, DG adjoint finances du groupe **Safran**.

La revue Civique planchera pour son cinquième numéro sur le *"civisme d'entreprise"*. La parution est prévue pour février, en même temps qu'une table ronde sur ce sujet. Relancée au printemps avec l'arrivée de nouveaux associés (le cabinet de conseil en stratégie **Weave**, le cabinet d'avocats **Wilhelm** et l'agence de publicité **W&Cie**), la revue est toujours dirigée par **Jean-Philippe Moinet**, ex-journaliste du **Figaro**, qui l'a fondée en 2006. Ce partenariat lui a permis de doubler la diffusion (9 000 exemplaires) de ce gratuit haut de gamme tourné vers les enjeux du civisme et adressé aux élus, grandes entreprises, ONG et médias. *Civique* compte **Dominique Schnapper**, **Jean-François Mattei**, **Guy Sorman** et l'ancien ministre **Roger Fauroux** dans son comité de parrainage.

L'Université de l'assurance s'interrogera, les 30 novembre et 1^{er} décembre, sur le thème : *"Pouvoir et contre-pouvoirs : qui sont les décideurs"*. **Olivier Schrameck**, ancien directeur de cabinet de **Lionel Jospin**, ouvrira le bal, suivi de **Bernard Ramanantsoa**, DG du groupe **HEC**, et de **Bernard Spitz**, président de la **FFSA**. **Rachida Dati** clôturera ces journées organisées par **La Lettre de l'assurance**.

William Feugère a été élu à la tête de l'association des **Avocats conseils d'entreprises** (ACE), au poste de président national. Avec 2 000 adhérents, l'association est le premier syndicat français du barreau d'affaires. Egalement membre du conseil de l'ordre des avocats du barreau de Paris, William Feugère succède à **Pierre Lafont**. Ce dernier avait fait de la réforme de la gouvernance de la profession d'avocat l'un des chevaux de bataille de l'ACE. Il demeure vice-président de l'**Union nationale des professions libérales** (UNAPL).

Hugues Portelli, sénateur-maire d'Ermont (Val d'Oise) et membre de la commission des lois, va prêter serment au barreau de Paris le 10 novembre pour devenir avocat. Ex-chevènementiste, ex-rocardien, ex-barriste, aujourd'hui à l'UMP, ce professeur à l'université d'Assas vient notamment de rendre un rapport visant à encadrer l'utilisation des sondages. Jusqu'alors, c'est surtout son frère, **Serge Portelli**, qui était connu dans les prétoires, puisqu'il est vice-président du TGI de Paris. Ce dernier est réputé pour son anti-sarkozysme virulent, puisqu'il dénonce le "*populisme pénal*" du pouvoir actuel. De quoi animer les repas de famille.

Freshfields met la dernière main aux préparatifs du "grand prix de l'économie", que le cabinet d'avocats monte en partenariat avec *Les Echos* et *Radio Classique*. La récompense doit être décernée le 1^{er} décembre au **Collège des Bernardins** à l'homme ou la femme qui aura le plus marqué l'économie durant l'année, devant un parterre de 400 invités (patrons du CAC 40, responsables politiques...). Le jury, présidé par **Jacques Delors**, rassemble **Nicolas Beytout** (*Les Echos*), **Denis Kessler**, **Jérôme Philippe** (Freshfields), les économistes **Laurence Boone** (Barclays) et **Jean-Hervé Lorenzi**, président du **Cercle des économistes**, ou encore **André Lévy-Lang**.

■ La campagne du bâtonnat dérape

A un mois de l'élection du bâtonnier de Paris, les candidats intensifient leur campagne de communication. Et enchaînent les faux pas.

Il y a dix jours, **Christiane Féral-Schuhl** faisait les frais d'une erreur de **RPpublics**, chargée de promouvoir sa campagne. Dans un mail adressé à la presse, l'agence de communication mentionnait le soutien "*actif*" à la candidate apporté par **Dominique de la Garanderie**, ancien bâtonnier. Rectificatif quelques heures plus tard : cette dernière ayant un devoir de réserve, seuls ses collaborateurs manifestaient leur soutien...

Quasi simultanément, **Pierre-Olivier Sur**, qui affichait sur son blog une liste de 900 soutiens, se voyait contraint d'en retirer vingt-cinq. Cinq y figuraient par erreur et vingt autres ne pouvaient manifester leur préférence, en raison de leur fonction au sein de l'ordre des avocats. La troisième candidate fait, elle aussi, l'objet de polémiques. **Brigitte Longuet** a bénéficié du soutien quelque peu ostensible de son époux, le président du groupe **UMP** au Sénat, **Gérard Longuet**. En cause : l'envoi d'une lettre, vantant les qualités de la candidate, rédigée par l'ancien ministre de l'industrie. Elle a été adressée aux avocats anciens élèves de **Sciences Po**, dont Gérard Longuet fait partie. Certains de ces destinataires ont même aussi reçu le rapport de Brigitte Longuet sur l'avenir des professions libérales. Une étude réalisée à la demande du secrétaire d'Etat **Hervé Novelli** (LLA n°1390), dont l'attachée de presse est **Aurore Longuet**, fille de Brigitte et Gérard.

■ Paroles d'experts, agent de la pensée

La société Paroles d'experts propose une cinquantaine de figures reconnues, comme Hubert Védrine ou Luc Ferry, pour dynamiser des séminaires d'entreprise.

Paroles d'experts a son press-book, comme les agences de mannequins. Mais, dans son cas, **Hubert Védrine** et **Luc Ferry** y figurent aux côtés de **Claude Allègre** ou de l'avocat général près la cour d'appel de Paris, **Philippe Bilger**. La société dispose d'un stock d'une cinquantaine d'intervenants potentiels pour les entreprises et organisations désireuses d'animer un séminaire, une journée de formation, etc. Ainsi, le 1^{er} décembre, Paroles d'experts accompagnera l'économiste **Elie Cohen** sur le campus **HEC** de Liège pour "*penser la crise*" dans le cadre d'une conférence organisée par la **Société régionale d'investissement de Wallonie** (SRIW). Paroles d'experts propose également des profils plus originaux : l'ex-entraîneur de handball, **Daniel Costantini**, qui a permis à la France d'être deux fois championne du monde, a rôdé son discours sur la construction d'une équipe qui gagne.

Bruno Faure, fondateur de la société en 2008, fait préciser les demandes et les thèmes par les entreprises demandeuses : **Accenture**, **Groupama**, **France Télécom**... Puis il "briefe" ses conférenciers, afin qu'ils calibrent leurs propos. Paroles d'experts se rémunère par une marge de 20% sur les contrats signés par ses "auteurs". Bruno Faure songe d'ailleurs à se diversifier dans l'édition, pour recueillir par écrit les éléments épars de ces multiples interventions.

Image sept entre au musée.

Et plus précisément au musée national d'art moderne, puisque l'agence d'**Anne Méaux** a été choisie par le **Centre Pompidou** pour améliorer sa notoriété. Une mission qu'**Image sept** devra rapidement mettre en place : l'appel d'offres exige du prestataire qu'il délivre une "*communication d'influence adaptée aux évolutions du Centre et de son environnement dans un délai de 15 jours ouvrables après la notification du marché*".

Havas Sports & Entertainment a, pour sa part, été mandaté par Pompidou pour l'assister dans sa recherche de fonds et de financements privés.

Richard Attias, l'ancien président de **Publicis Live** et organisateur du forum de Davos, se rêve en grand ordonnateur de l'amitié sino-américaine. Sa société de communication **The Experience** va lancer au printemps 2011 *China360*. La manifestation biennale se déroulera à New York et mettra à l'honneur pendant une semaine une ville chinoise de plus de 5 millions d'habitants. Au menu : "*des événements exclusifs dans une perspective holistique*". Un programme traduisible en mandarin ?

Mazars poursuit son expansion dans l'Hexagone. Le cabinet d'audit, dirigé en France par **Philippe Castagnac**, a fait l'acquisition d'**Alix & associés**. Fondé par **Jean-Pierre Alix**, ancien président du **Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables** (CSOEC), le cabinet est présent en Haute-Loire et dans la région de Saint-Étienne.

Com'Publics organise une réunion à l'Assemblée nationale le 10 novembre, pour parler du e-tourisme avec **Nathalie Kosciusko-Morizet**, sous l'égide de **France terre de tourisme**. Créé par l'agence de lobbying, ce club est présidé par les députés **Daniel Fasquelle** (UMP) et **Pascal Terrasse** (PS) ainsi que le sénateur **Pierre Hérisson** (UMP).

Bonne note pour l'activité de S&P

Standard & Poor's (S&P) a paradoxalement bénéficié de la crise pour se renforcer dans ses activités de notation. Stigmatisée pour ses erreurs d'appréciation des *sub-primes* puis pour son rôle démiurgique dans la notation des dettes européennes, l'agence ne voit pas cette mauvaise réputation entacher son activité. En France, la succursale en charge des analyses portant sur les entreprises et les finances publiques européennes, d'Afrique et du Moyen-Orient a augmenté ses effectifs de 10% depuis janvier, pour atteindre près de 140 personnes. Aujourd'hui encore, la présidente de **S&P France, Carole Sirou**, recherche activement des analystes crédit. Signe extérieur de croissance : l'agence déménagera, en 2011, boulevard de Courcelles pour regrouper l'ensemble de ses équipes sur un même site.

S&P voit aujourd'hui apparaître à son guichet une série de sociétés non cotées. Explication : en période de restriction du crédit, ces entreprises doivent démontrer objectivement la qualité de leur dette pour séduire les financiers. La biotech **Novasep** et la chaîne de surgelés **Picard** ont donc déboursé les sommes nécessaires à un passage au crible de leurs finances - puisque les sociétés, tout comme les Etats, payent pour être notés par S&P. Dans ces conditions, l'agence assure être peu affectée par la décision de la ville de Lille de se passer de ses services (LLA n°1465). Malgré les multiples tentatives de S&P pour approcher les collectivités locales françaises, ce marché demeure marginal, en raison des relations directes établies avec les édiles par le **Crédit Agricole** ou la **Caisse d'Epargne**.

L'Aquitaine choisit Thales pour sa filière drone

Thales peut se frotter les mains. La convention, signée en juin avec la région Aquitaine présidée par **Alain Rousset (PS)**, sera une bonne affaire. L'envoi pendant un an de **Trang Pham**, ingénierie détachée à 100% par le groupe, pour animer le *cluster* naissant de systèmes de drones, est largement défrayé. Le conseil régional ne prendra certes en charge que la moitié de sa rémunération, soit 56 630 euros, mais elle règlera l'intégralité de ses frais de déplacement (20 000 euros). Par ailleurs, l'association **Adera**, qui accueillera Trang Pham, percevra 7 000 € au titre des frais de gestion, là aussi versés par la région.

En échange, celle-ci sera chargée d'élaborer un schéma directeur de développement de systèmes de drones. Ainsi que de créer des ponts entre les grands groupes du secteur aéronautique, spatial et de défense présents localement (**Dassault, EADS, Safran**), les PME et les labos de recherche. Thales a tout à y gagner : son site d'expertise de drones est situé dans la région, à Pessac. La première zone française d'essais en vol pour les applications civiles de ces engins volants est également en Gironde, au camp de Souge. Et la moitié des PME dans ce domaine sont implantées en Aquitaine.

■ RTE annule le champagne

L'exemple va-t-il être suivi par d'autres grandes entreprises ? Conscient que la crise est loin d'être finie, le Comité exécutif (Comex) de **RTE** vient de décider d'envoyer un signal de "sobriété" à ses salariés, fournisseurs et partenaires. La filiale d'**EDF**, gestionnaire du réseau de transport électrique français, va annuler la fastueuse cérémonie de présentation des vœux qu'elle organise tous les ans dans un musée de la capitale, depuis sa création en 2000. Il est vrai qu'étant parvenue à imposer son autonomie face à sa maison-mère, RTE n'a peut-être plus besoin de faire-valoir... Les économies réalisées (autour de 150 000 euros) seront attribuées à la **Fondation RTE**. Administrée par le président du directoire de RTE, **Dominique Maillard**, cette fondation a été créée en 2008 avec une dotation de trois millions d'euros sur trois ans. Elle a déjà financé plus de soixante projets, essentiellement sur des territoires ruraux. On est loin des fastes parisiens...

Le Comex sur le terrain. Ce message de rigueur s'accompagnera d'une manifestation de "proximité" de la direction à l'égard des 8 500 salariés de RTE répartis dans toute la France. Là aussi, la cérémonie de vœux sera en rupture avec les années précédentes. L'habituelle vidéo-transmission à partir du siège de la Défense sera remplacée par un déplacement, le 13 janvier, de chacun des membres du Comex dans l'une des sept régions de RTE, "afin d'échanger, au plus près du terrain, dans une logique de décentralisation".

Buffalo Grill joue les bons élèves.

Le groupe de restauration **Buffalo Grill**, présidé par **Jean-François Sautereau**, a adressé aux députés, fin octobre, un bilan chiffré des conséquences de la baisse de la TVA, après quinze mois de mise en œuvre. Il revendique la création de 446 emplois nets sur cette période, ainsi que de 124 contrats en alternance. Et la revalorisation des rémunérations de 6% à 15%. Côté client, la baisse des tarifs a touché quinze produits, entraînant une chute de l'addition de 4,19% entre le 30 juin 2009 et le 30 septembre 2010. Mis en cause pour l'emploi de travailleurs sans-papiers et lors de l'épidémie de vache folle, Buffalo Grill a appris, depuis, à soigner sa com'.

Sabena Technics n'est pas à vendre.

Le charismatique fondateur du groupe aéronautique **TAT Group, Michel Marchais**, 78 ans, est formel : sa filiale **Sabena Technics**, acquise en 2005 et spécialisée dans la maintenance aéronautique, n'est pas à vendre. Il dément ainsi les rumeurs qui ont commencé à circuler en juillet dernier. TAT Group, dont il a confié les rênes à son fils **Rodolphe**, estime-t-il, les moyens de se développer dans ce métier avec des bases financières saines. Les chiffres consolidés du groupe, représentant quinze établissements dans le monde, prévoient pour 2010 une dette nulle (contre 8 millions d'euros en 2009) et un *EBITDA* de 54 millions € (37 millions € en 2009), pour

un chiffre d'affaires, néanmoins en baisse, de 520 millions € (565 millions € en 2009).

Alstom Hydro prend le large.

Le fournisseur d'équipements et de services hydroélectriques **Alstom Hydro**, qui appartient à **Alstom Power**, projette de transférer son programme *Océan* de constructions d'hydroliennes de Grenoble à Nantes. Les chercheurs s'éloigneront donc du plus important centre de R&D du groupe mais se rapprocheront de la mer... Le projet *Océan* devrait permettre la création d'une cinquantaine d'emplois en Loire-Atlantique. Alstom Power entend profiter d'un décollage de ses commandes à l'étranger.

Le bluff de Deutsche Bahn sous la Manche

Contrairement à ses annonces, la Deutsche Bahn sait qu'elle ne pourra pas passer sous la Manche en 2012. Mais elle met la France sous pression.

En privé, la **Deutsche Bahn** (DB) reconnaît que l'exploitation des trains à grande vitesse entre le continent et Londres pour les JO de 2012 n'est "pas envisageable pour de simples raisons techniques et réglementaires". C'est pourtant l'objectif martelé ces derniers mois par le président de la compagnie ferroviaire, **Rüdiger Grube**. En réalité, l'échéance visée pour concurrencer **Eurostar**, filiale de la **SNCF**, est plutôt fin 2013. Avant même le tir de barrage de **Jean-Louis Borloo** et **Dominique Bussereau**, fin octobre, contre tout assouplissement des règles d'exploitation dans le tunnel sous la Manche, le groupe allemand avait conscience des obstacles qui l'attendaient. La simple homologation des trains **ICE 3** de **Siemens** sur la ligne à grande vitesse française reliant Calais à la frontière belge risque d'être un exercice long et coûteux – les frais d'homologation

sont à la charge du demandeur. Surtout si Paris décide de se montrer tatillon...

Conscient de ces difficultés, le patron de la DB n'en a pas moins décidé d'afficher son ambition. Objectif : mettre la pression sur le gouvernement français. Dans ce combat, il peut compter sur Bruxelles, qui pousse à une libéralisation des services à grande vitesse en Europe. La démarche de la DB pourrait également recueillir le soutien objectif et inattendu... d'**Eurostar**, dont le groupe allemand vient contester le monopole. Car la filiale de la SNCF a lié son sort à celui de son concurrent en choisissant d'acquérir dix rames **ICE 3** de Siemens - et non l'**AGV** construit par **Alstom**. Le feu vert obtenu par les trains de Siemens sous la Manche devrait profiter pareillement à Eurostar. Dans le même ordre d'idées, c'est en partie pour éviter les tracasseries administratives en Allemagne, pour ses futures liaisons entre Londres et Francfort/Cologne, que la SNCF a jeté son dévolu sur les machines de Siemens.

Gallois à la tête d'EADS jusqu'en 2014 ?

Alors que son mandat à la tête d'EADS arrive à échéance en 2012, Louis Gallois pourrait demander à le prolonger.

Prévu au printemps 2012, le renouvellement des onze membres du conseil d'administration d'**EADS** devrait intervenir dans les jours qui suivront l'élection présidentielle française. Autant dire que d'ici là, l'incertitude sera totale, alors que les accords **Nicolas Sarkozy – Angela Merkel** de 2007 prévoient plus ou moins que l'Allemand **Bodo Uebber** devrait céder la place au Français **Arnaud Lagardère** comme président du conseil d'administration, tandis que le président exécutif **Louis Gallois** devrait être remplacé par le PDG d'**Airbus**, **Tom Enders**. Face aux incertitudes politiques, une autre hypothèse commence à circuler au siège d'**EADS** : la prolongation, pendant un à deux ans, de la configuration actuelle. Tout le monde - ou presque - y trouverait son compte. Louis Gallois, qui aura alors 68 ans, serait ravi de reculer son départ à la retraite. Et Tom Enders considère que diriger Airbus est plus valorisant que de prendre la tête

d'une holding sans grand pouvoir opérationnel. Quand à Arnaud Lagardère, on sait son peu d'intérêt pour EADS.

Dans cette perspective de prolongation, Louis Gallois pourrait bien avoir le soutien inattendu de **Dassault Aviation**. Alors qu'**EADS** possède 46% de l'entreprise dirigée par **Charles Edelstenne**, les relations entre les deux groupes ont longtemps été exécrables. Louis Gallois avait démissionné en novembre 2008 du conseil d'administration de Dassault, où **EADS** a pratiqué depuis la politique de la chaise vide (LLA n°1406). Problème : pour renforcer sa division défense, **EADS** consolide, par mise en équivalence, les résultats de Dassault dans ses comptes, comme ceux de **MBDA** et **Eurofighter**. Ses commissaires aux comptes n'ont donc pas manqué de demander à **EADS** de prouver qu'il influe notablement sur la stratégie de Dassault. A la demande de Louis Gallois, Charles Edelstenne a bien voulu faire une attestation dans ce sens. Depuis, les relations entre les deux groupes se sont normalisées.

L'ACFCI tacle la politique industrielle de l'UE.

Le président de l'**Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie** (ACFCI), **Jean-François Bernardin**, n'a pas mâché ses mots lors de la deuxième édition du Parlement européen des entreprises, le 14 octobre, à Bruxelles. Devant 700 chefs d'entreprises, le responsable de l'ACFCI a critiqué la politique industrielle et commerciale de l'Union européenne, empreinte, selon lui, de "libéralisme théologique". Les pays émergents et les Etats-Unis ont, eux, été qualifiés de "libéraux à temps partiel", prompts à défendre leur industrie lorsque leur économie l'exige.

France Télécom réduit ses investissements.

Les bons résultats de France Télécom, salués en Bourse, sont pourtant peu porteurs d'avenir. Le groupe a limité ses investissements à 2,1 milliards d'euros au premier semestre 2010, soit 9,5% du chiffre d'affaires, en baisse de 7,5% par rapport au premier semestre 2009. L'objectif d'un taux d'investissement de 12% sur 2010 semble ainsi difficile à atteindre. Les fonds sont en réalité mobilisés en priorité pour servir des actionnaires exigeants - l'Etat et le **Fonds stratégique d'investissement** (FSI) en tête (LLA n°s 1447 et 1459). Au titre d'un acompte sur les dividendes à percevoir pour 2010, un montant de 1,6 milliard d'euros a ainsi été mis en paiement le 2 septembre.

Grillot agace Parisot.

Laurence Parisot est agacée par ce qu'elle considère comme le double-jeu de **Philippe Grillot**, le président de la **Fédération des entreprises de transport et logistique de France** (TLF). Bien que siégeant au conseil exécutif du **Medef**, il s'est fait adouber à Lyon comme tête de liste de la **CGPME** pour les prochaines élections à la CCI de la cité des Gaules (LLA n°1466). Il se trouve donc en concurrence frontale avec la liste locale du **Medef**, même si une fusion est possible à terme. Avec son colistier **François Turcas**, Philippe Grillot mène une campagne ("votez pour vous") que certains au **Medef** juge poujadiste, jouant la défense des petits contre les gros.

Schroders doute de la croissance.

La banque d'investissement **Schroders** n'est pas optimiste sur la reprise de l'économie européenne. La conférence qu'elle organise le 23 novembre est intitulée : "Existe-t-il une place pour la croissance en Europe". **Philippe Crouzet** (Vallourec) et **Pierre Kosciusko-Morizet** (PriceMinister) seront chargés de répondre à cette épineuse question.

Emmanuel Hoog, le président de l'AFP, vient de nommer **Jon Dillon** à la tête d'AFP-Services, filiale consacrée à la création de contenus pour les entreprises et les autres médias. Jon Dillon dirigeait jusqu'à présent **Newswag**, autre filiale de l'AFP, basée à San Francisco, qui édite des quizzes d'actualité pour des réseaux sociaux et des médias américains (LLA n°1439). Au sein de l'AFP, il a occupé les postes de directeur du service client (2005-2006) et de responsable du développement multimédia (2000-2002). Désormais basé à Paris, Jon Dillon dirigera une équipe de quatre personnes, dont deux installées à Bruxelles. Ce qui permettra de suivre de près le contrat de 31 millions € récemment signé entre l'AFP et **Europe by Satellite** (EbS), la chaîne de télévision par satellite des institutions européennes.

Pierre-Jean Bozo, président de *20 minutes*, s'apprête à lancer une édition du quotidien gratuit à Rennes. Jusqu'alors, **François-Régis Hutin**, patron de *Ouest-France* et actionnaire du titre à parité avec **Schibsted**, s'était opposé à cette concurrence au cœur de son empire. Il redoutait également que **Vincent Bolloré**, qui l'a toujours ménagé, ne prenne prétexte d'un tel lancement pour chasser aussi sur ses terres avec *Direct Matin*.

Philippe Germond, président du PMU, devrait décider cette semaine de lancer un nouveau quotidien hippique, en association avec l'ancien PDG de **TF1**, **Patrick Le Lay**, et son fonds **Serendipity** (LLA n°1471). Ce quotidien est destiné à concurrencer *Paris Turf*, alors qu'une compétition acharnée se développe sur les paris en ligne.

■ Pugachev/Sarkozy : le divorce

La lune de miel entre l'Elysée et France-Soir est terminée. Alexandre Pugachev dessine une ligne anti-Sarkozy.

Le jeune propriétaire de *France-Soir*, **Alexandre Pugachev**, 25 ans, n'est plus en cours à l'Elysée. Le patient travail de la directrice générale du quotidien, **Christiane Vulvert**, pour ouvrir à son patron les portes du pouvoir (avec, à la clé, de généreuses subventions), est totalement remis en cause. Arrivé en septembre, le nouveau directeur de la rédaction, **Rémy Dessarts**, ancien président d'**Axel Springer France**, prépare le recrutement de journalistes d'investigation, ce qui inquiète l'Elysée. Déçu par la progression des ventes du quotidien, Alexandre Pugachev estime désormais que le seul créneau payant est celui de la presse de boulevard, obligatoirement critique à l'égard des pouvoirs en place. Il est conseillé pour cela par un consultant à l'influence grandissante, **Holger Wiemann**, 51 ans, ancien de **Prisma Presse**, **Gruner + Jahr** en Grande-Bretagne et associé de **Larivière Media** jusqu'en 2009.

De fait, le soudain revirement politique d'Alexandre Pugachev coïncide aussi avec l'éviction de son père, l'oligarque **Sergeï Pugachev**, du contrat d'achat par la Russie de quatre navires de guerre français *Mistral*. Or, Pugachev père avait été jusque là au cœur des négociations franco-russes. Et, ainsi que l'a révélé *Intelligence Online* le 7 octobre (**Indigo Publications**), Moscou a "demandé aux Français de prendre en charge la rétribution qui lui avait été promise". Celle-ci tarde peut-être à se concrétiser...

■ Un médiateur pour Wolters Kluwer

Le groupe Wolters Kluwer vient d'être sommé par la justice de reprendre le dialogue avec ses salariés.

Nouvelle étape dans le conflit qui oppose les salariés du groupe de presse et d'édition **Wolters Kluwer** (WK) à leur direction. Le **Tribunal de grande instance** (TGI) de Nanterre a désigné, le 22 octobre, **Philippe Waquet**, doyen honoraire de la chambre sociale de la **Cour de cassation**, comme médiateur. En moins de deux ans, WK France (*Liaisons sociales*, *Entreprise & Carrières*, éditions **Lamy**) a dû faire face à 120 départs volontaires, au gel des embauches et à la succession de trois DRH et de deux PDG. En juin, 12% des salariés étaient en congé maladie ! Une procédure pour risques psychosociaux vient d'être engagée.

Philippe Waquet, spécialiste du droit social, devait rencontrer les syndicats ce 3 novembre. Il dispose de trois mois renouvelables pour aider à rétablir le dialogue. Mais la crise n'est pas finie. Si le DRH, qui était en mission temporaire, a vu son contrat transformé en CDI pour éviter un nouveau changement, le PDG **Xavier Gandillot** a été poussé vers la sortie en septembre. Il sera remplacé en janvier par le patron de la branche Europe de l'Est de WK depuis 2007, un Autrichien de 43 ans, **Michael Koch**.

Robert Namias, ancien directeur général adjoint en charge de l'information sur **TF1**, appuie **Fondations Capital** dans sa tentative d'acquisition du quotidien *Le Parisien*. Les anciens de la première chaîne sont donc très présents sur ce dossier. Robert Namias se retrouve, pour cette mission, aux côtés de **Patrick Le Lay**, ex-PDG de TF1, qui a également été sollicité comme conseil par **Fondations Capital**. Ce dernier est resté proche de **Etienne Mougeotte**, ancien vice-président de TF1 et directeur de l'antenne, avec qui il a dîné le 19 octobre. Aujourd'hui directeur des rédactions du *Figaro*, Etienne Mougeotte était concerné au premier chef par le dossier du *Parisien* jusqu'à ce que le groupe **Dassault** ne jette l'éponge.

Guillaume Jouhet, DG délégué d'**Orange cinéma séries**, sera victime du rapprochement entre la chaîne de l'opérateur télécom et **Canal +**. Cet ancien directeur général de **TPS Cinéma** aurait été convoqué par **Xavier Couture**, directeur des contenus d'**Orange**, pour négocier ses indemnités de départ. Guillaume Jouhet pourrait toutefois ne pas rester bien longtemps sur la touche : **France Télévisions** l'aurait déjà approché pour le recruter au sein de la structure d'acquisition de droits de **France 2**.

Sipa Ouest-France vient de créer une nouvelle société anonyme, **Ouest plus service** (OPS), chargée de gérer les contrats de distribution avec les titres extérieurs à *Ouest-France*. Parmi eux : *Le Figaro* et *Le Monde*. Le quotidien national du soir avait signé fin 2009 un accord avec le journal de **François-Régis Hutin** afin de pouvoir utiliser son service de portage (LLA n°1438).

► Abonnement annuel

- | | |
|---------------------------------|---|
| ■ Classique
840 € TTC | ● 44 numéros
(édition papier) |
| ■ Web Pack
990 € TTC | + édition PDF
+ alertes e-mail
+ archives web |

LA LETTRE A est éditée chaque semaine par **Indigo Publications** ■ Directeur de publication : **Maurice Botbol** (botbol@LaLettreA.fr) ■ Rédacteur en chef adjoint : **Grégoire Pinson** (pinson@LaLettreA.fr) ■ Chefs de rubrique : **Marion Deye** (deye@LaLettreA.fr), **Jacques Massey** (massey@LaLettreA.fr) ■ Tél : 01 44 88 57 35, fax : 01 44 88 26 15 ■ www.LaLettreA.fr

■ **Copyright 2010 - Reproduction interdite dans tout format, papier ou électronique**
 ■ ISSN : 1151-1540 ■ Commission paritaire : 1114 I 81522 ■ Imprimerie : Hemmerlé, 75002 Paris.
Autres publications : Intelligence Online, La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential (éd. française).

INDIGO
PUBLICATIONS
L'intelligence des faits
142, rue Montmartre - 75002 Paris
Tél : 01 44 88 26 10
Fax : 01 44 88 57 33
info@indigo-net.com